

PATRIMONIA

20^{ème} Convention annuelle des professionnels du patrimoine

Sommaire

**NOS ÉLITES POLITIQUES ONT-ELLES PRIS LA MESURE DE LA
MONDIALISATION ?**

Nos élites politiques ont-elles pris la mesure de la mondialisation ?

Animateur

- Jean-Charles NAIMI, Rédacteur en chef adjoint, l'Agefi Actifs

Intervenants

- Marc DE SCITIVAUX, Economiste, Fondateur des Cahiers Verts de l'Economie
- Patrick ARTUS, Chef économiste, Directeur de la recherche et des études de Natixis, Membre du Comité Exécutif de Natixis

Jean-Charles NAIMI

C'est avec le plus grand plaisir que je vous retrouve pour cette plénière, qui conclut la 20^{ème} Convention Patrimonia.

1) Introduction

Jean-Charles NAIMI

La présentation qui vous a été donnée de cette conférence est la suivante :

« Nos élites politiques ne parlent pas anglais et rares sont celles qui ont travaillé dans le secteur privé. Cela fait sourire, mais c'est un véritable handicap dans un monde ouvert. Avec plus de 6 millions de fonctionnaires et 600 000 élus, un pouvoir politique centralisé et un capitalisme étatique et sans capitaux, la France se fragilise peu à peu. La démocratie française n'a pas de prix, mais elle a un coût. Le pouvoir pyramidal détenu par une minorité vit dans un état de rente, alors qu'il n'a pas démontré une grande agilité de sa gestion depuis 50 ans. C'est ce grand écart, tant financier que psychologique, que ne supportent plus nos citoyens, sans compter une nouvelle génération qui attend que la Société change de mentalité et qui n'accepte aucune autorité sans aucun compromis. L'Europe et l'Euro ne font qu'exacerber ces tensions. Comment notre modèle politique peut-il s'en sortir et évoluer avec les paramètres d'aujourd'hui » ?

Pour vous éclairer sur ces différentes problématiques, deux personnalités ont été conviées, à savoir :

- Marc de Scitivaux, Économiste, Fondateur des Cahiers Verts de l'Economie, chargé de mission auprès d'Alain Madelin de 1986 à 1988 ;
- Patrick Artus, Chef économiste, Directeur de la recherche et des études de Natixis, Membre du Comité Exécutif de Natixis.

L'objectif de la présente conférence est de comprendre les causes de la désaffection ressentie vis-à-vis de nos élites, si réelle désaffection il y a. Pourquoi la France ne parvient-elle pas à engager de grandes réformes structurelles, alors que d'autres pays l'ont fait ? Comment faire comprendre à nos concitoyens que notre modèle social a un coût ? Que dire aux jeunes générations, qui devraient payer, selon nos hommes politiques, notre dette ? Comment affirmer avec cette certitude qu'ils voudront ou pourront exécuter cette obligation.

Et puisque nous parlons des jeunes générations, attachons nous quelques instants à mesurer le discours que l'éducation nationale leur tient sur la France et la Mondialisation.

Dans les manuels scolaires actuels de classe de première au Lycée, la France est présentée comme « *une puissance moyenne à rayonnement mondial, un très grand pays touristique avec plus de 8 millions de visiteurs* ». Il y est indiqué qu'elle « a un passé glorieux, qu'elle affiche le 5^{ème} PIB mondial, qu'elle est le 5^{ème} exportateur / importateur, le 4^{ème} exportateur de services, le 3^{ème} pays d'accueil des investissements étrangers, le 2^{ème} investisseur dans le monde ».

Mais il est précisé ensuite que : « la France a une balance commerciale déficitaire, une méfiance face à la mondialisation, une inquiétude collective face à l'avenir, une langue en perte de vitesse dans le monde. »

Toutefois, on enseigne que la France : « Pourtant, c'est un pays puissant au sein de l'Union Européenne, première puissance commerciale du monde, un pays privilégié par son niveau de vie ». Elle accueille des entreprises performantes, affiche un réel art de vivre et offre un haut niveau de protection sociale et des libertés politiques « qui expliquent son attractivité auprès des populations qui n'ont pas la chance d'y être nées ».

Voilà le bagage qui est livré à nos jeunes.

Je donne à présent la parole à Marc DE SCITIVAUX.

Marc DE SCITIVAUX

II) Des élites dépassées

a) Une crise attendue

Le lundi 12 octobre 1998 au Ministère National de l'Enseignement Supérieur, je tenais la Conférence suivante « *Les Etats Providence survivront-ils à la mondialisation* » ? A cette époque, je répondais : « *La transformation radicale du monde va entraîner la disparition des États Providence, car les systèmes collectifs mondiaux, les états, seront mis en concurrence les uns avec les autres. J'ajoutais : « Plus l'Etat Providence est inscrit dans la tradition d'un pays, plus la pratique des transferts est soutenue par une majorité politique. Dans les années qui viennent, ces pays vont donc devoir naviguer entre deux écueils : la faillite financière s'ils ne réduisent pas leurs dépenses sociales, la fracture politique et sociale s'ils laissent faire le marché ».* Cette analyse, qui date d'il y a 15 ans, a depuis fait la démonstration de sa pertinence. Michel Rocard en disait : « *Je veux commencer par dire, à quelques détails près qui ne changent rien à l'esprit de la chose, que tout ce que Marc de Scitivaux nous a expliqué est exact. Le problème n'est pas de le démentir, mais de savoir si l'on s'accommode de cette situation ou non* ».

Pourquoi alors que le diagnostic était fait les dirigeants français n'ont rien fait pour préparer le pays à ce changement fondamental de paradigme. En fait la conjonction de la désinflation mondiale qui a fait baisser les taux longs partout dans le monde et de l'arrivée de l'Euro qui a donné à des marchés, quelque peu aveugles, l'idée qu'on pouvait prêter aux Grecs, aux Italiens, aux Espagnols ou aux Français aux mêmes taux qu'aux Allemands a permis aux Etats d'emprunter à des taux de plus en plus bas aboutissant à ce qu'en France le montant de la dette en pourcentage du PIB triple et que le coût de cette dette baisse.

Pourquoi les politiques auraient cessé de faire des cadeaux électoraux alors qu'on trouvait toujours des prêteurs et à un coût de plus en plus bas.

Cela a permis la survie de ce qu'on appelait « le modèle social français » que, bien évidemment, à écouter nos politiques, « le monde entier nous enviait ».

b) Un modèle social défaillant

L'erreur était partagée par tout le monde et Nicolas Sarkozy devant les deux Assemblées réunies en Congrès pouvait dire avec un peu d'emphase :: « *Nous devons*

même nous souvenir des Trente Glorieuses, non avec nostalgie, mais pour nous rappeler que ce miracle d'un idéal républicain en prise avec les réalités de son temps et tirant de la France ce qu'elle a de meilleur est toujours possible quand nous sommes rassemblés ». Et pourtant ce mythe est une funeste erreur. Durant les Trente Glorieuses en effet, le Franc a baissé de 75 % par rapport au Deutschmark et au Franc Suisse et le taux d'inflation a été supérieur de 3 points au rendement des obligations d'Etat.: La croissance a donc été achetée par la ruine de l'épargne passée.

A partir du moment où il n'a plus été possible, du fait du cadre européen, de pratiquer l'inflation et la dévaluation, la dette s'est imposée comme le seul recours possible pour financer ce fameux modèle social.

Ma génération, ainsi, a commencé par ruiner ses parents avant d'endetter ses enfants. Ah, il est beau le modèle social français !

c) Focus sur la crise grecque

La crise grecque, en 2010, a découlé de la compréhension, tardive, de l'épargne mondiale qu'elle finançait des Etats qui ne rembourseraient jamais leurs dettes. Il est fabuleux de penser que la crise grecque a été apportée à Nicolas Sarkozy sur un plateau d'argent. En 2010, s'il avait eu un minimum de connaissances économiques et de lucidité politique au lieu de fustiger les abominables « spéculateurs » il aurait du montrer que notre système entraînait dans la période de liquidation et qu'il devenait urgent de promouvoir un changement de modèle. Ce faisant d'ailleurs il aurait mis à mal ses opposants politiques qui, eux, restaient prisonniers d'une doctrine que la mondialisation condamnait à mort à terme.

d) Un manque de lucidité des élites politiques

A partir du moment où la classe politique a été incapable de percevoir, puis de maîtriser le bouleversement mondial que nous allons vivre, et que nous vivons, elle ne donnait aux populations ni solutions ni explications.

Ernst Jünger a dit « *A la trahison de la vie par l'esprit, il est toujours répondu par une trahison de l'esprit par l'esprit* ». En d'autres termes, si les citoyens ne comprennent plus comment les choses fonctionnent, ils risquent de basculer dans l'irrationalité. Ainsi, si on est Italien on peut être tenté de voter pour Monsieur Grillo et si on est Français pour Monsieur Mélenchon ou Madame Le Pen qui promettent de vous protéger du vilain monde extérieur, comme si le modèle Albanais des années 80 était une solution.

Mais d'autre part, pour ceux qui espèrent que, dans le corps politique existant, va se lever le sauveur je conseille la lecture du Traité de Sociologie Générale de Vilfredo Pareto de 1906(enfin les bonnes pages d'un volume qui en compte plus de mille...) Selon lui, il y a deux sortes d'hommes politiques, à savoir :

- les renards, qui savent faire durer les systèmes mais ne savent pas résoudre les crises ;
- les lions, qui savent trancher les nœuds Gordiens mais suscitent l'impopularité lorsque tout semble aller bien (ce sont des Cassandre, ils empêchent de dormir tranquille) et d'ailleurs qu'on renvoie dans leurs tanières quand ils ont résolu les problèmes.

« *Mais dans un monde politique de renard, un des buts des renards est d'écartier les lions* ». C'est pourquoi les hommes politiques qui ont vu arriver la mondialisation et qui ont essayé de préparer nos concitoyens aux contraintes qu'elle allait imposer n'ont jamais fait que de piètres scores aux élections. Citons, ainsi, Monsieur Barre ou Monsieur Madelin.

Malheureusement je crains que les prochaines années soient marquées par l'exorde que Dante inscrit au frontispice de son Enfer : « *Vous qui entrez ici, abandonnez toute espérance* ».

Cà c'est la mauvaise nouvelle, la bonne, c'est que vous ne me croyez pas, faisant vôtre ce qu'écrivait Proust : « *Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos*

croyances ; ils n'ont pas fait naître celles-ci ; ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir ».

Quant à moi le 7 mai 1997, j'avais écrit : « *Apollon avait donné à Cassandre, la fille de Priam, roi de Troie, à la fois le don de la prédiction et la malédiction de ne jamais être crue. Depuis lors, ce triste sort est attaché à tous ceux qui annoncent des malheurs qui tardent à venir ».*

Mais il y a aussi de vraies bonnes nouvelles. Il y a trois ans en clôture de la convention Patrimonia, je disais :

« La fin de la récréation a d'ailleurs été sifflée au début de cette année avec l'affaire grecque, qui n'est pas, comme les hommes politiques le prétendent, née de la spéculation. Elle a découlé de la prise de conscience subite, par l'épargne mondiale, qu'elle ne pourrait peut-être pas être remboursée par les Etats Providence. S'il s'agit, pour tous ceux qui dépendent de l'argent public, d'une mauvaise nouvelle, ce n'en est pas une pour les entreprises et la croissance mondiale. De fait, les entreprises peuvent emprunter à des taux plus bas que les Etats, ce qui n'est pas illogique puisqu'elles, elles créent des richesses. Quoi qu'il arrive, si nous nous allons mal, le monde va bien se porter. Si nos concitoyens vont souffrir dans la prochaine décennie, ce ne sera pas le cas des actionnaires ».

Aujourd'hui je ne change pas une ligne à cette conclusion.

III) Problèmes structurels de la France

Patrick ARTUS

Churchill disait : « *Les hommes politiques mettent toujours en place les bonnes politiques, mais après avoir essayé toutes les autres d'abord ».*

Selon moi, les problèmes de la France ne viennent ni du monde public, ni du monde politique : ils viennent du monde de l'entreprise. Existents, concernant les problèmes de la France, deux écoles. La première recouvre ceux qui les connaissent et qui les comprennent et qui estiment qu'il est impossible de les corriger, car le corps social y serait opposé. Les seconds sont ceux qui s'inscrivent dans le déni de la réalité.

En réalité, une partie importante des problèmes de la France vient de l'incapacité absolue de nombre de ses entreprises de s'adapter à la mondialisation.

a) Une politique de consommation

La France est marquée par une déformation continue du partage des revenus au détriment des entreprises. Depuis la fin des années 90, les salaires ont progressé plus rapidement que la productivité. En Allemagne à l'inverse, la productivité a augmenté légèrement plus que les salaires.

La rentabilité des entreprises françaises, de fait, connaît une baisse tendancielle, puisqu'elle est plus basse que celle de l'ensemble des pays de l'OCDE. Cette situation est extrêmement grave : en effet, les entreprises manquent de ressources pour investir et monter en gamme. De surcroît, la France n'attire pas les industriels. Le capital investi est peu rentable et détourné vers des secteurs peu sophistiqués, qui ne créent pas d'emplois qualifiés et qui n'exportent pas.

Les hommes politiques peuvent-ils être blâmés pour cette situation ? Ils peuvent l'être en partie puisqu'ils pensent, depuis les années 70, que la politique économique doit venir en soutien des consommateurs. Pour cela, ils essaient de réduire les prix et de faire progresser les salaires. Ils déploient également des politiques fiscales défavorables aux entreprises, à l'inverse de leurs homologues allemands.

De droite comme de gauche, les hommes politiques peinent à concevoir qu'il faudrait déployer des politiques favorables aux producteurs, et pas seulement aux consommateurs.

J'ai commis, avec une journaliste, un ouvrage reprenant notamment des citations d'hommes politiques français depuis les années 70. Giscard d'Estaing, après les chocs pétroliers, disait : « *Il est complètement stupide de faire des déficits publics quand il y a un choc pétrolier. Mais, puisque le pays le demande, on va les faire* ». Francis Mer, pour sa part, était allé à la rencontre de Jacques Chirac, pour l'inviter à déployer des politiques de l'offre, comme l'Allemagne. Ce dernier lui avait répondu : « *A nos âges, on ne va quand même pas commencer à s'occuper de l'industrie* ». Nicolas Sarkozy n'a compris qu'il fallait arrêter la politique de consommation que trois heures avant d'être battu aux élections. D'ailleurs, le Premier Président faisant des choses pour les entreprises, c'est François Hollande, à travers le CICE.

b) Caractéristiques des sociétés françaises

Récemment, je débattais avec une jeune députée socialiste. Cette dernière m'expliquait que la rentabilité des sociétés françaises n'était pas en baisse. Elle tenait en effet compte des sociétés du CAC 40, qui réalisent 90 % de leurs profits hors de France.

En pratique, la rentabilité des sociétés françaises qui opèrent en France est en baisse. En effet, elles ne se modernisent pas, puisqu'elles investissent deux fois moins dans les nouvelles technologies que les sociétés américaines. De plus, leurs parts de marché sont faibles à l'international, puisqu'elles n'exportent que très peu. Ainsi, seules 100 000 sociétés françaises exportent, contre 260 000 en Allemagne ou 250 000 en Italie.

Seules 4,9 % des entreprises françaises ont eu, ne serait-ce qu'une fois, une croissance de leur chiffre d'affaires de plus de 10 %. Seules 20 % d'entre elles ont connu une croissance de leur chiffre d'affaires de plus de 2 %. 70 % des sociétés françaises n'ont jamais connu d'augmentation de leur chiffre d'affaires.

La France compte 3 millions d'entreprises. Le CGI (Commissariat Général à l'Industrie), présidé par Louis Gallois, considère que l'Etat peut, de façon utile, ne travailler qu'avec 4 000 entreprises, les autres n'ayant pas les moyens de profiter des aides de l'Etat pour monter en gamme ou investir, ce qui est alarmant.

En France, les sociétés dont le chiffre d'affaires progresse sont absorbées par les grands groupes. Chaque année, c'est le cas de 16,5 % des sociétés de 250 à 500 salariés. La France, ainsi, fait cohabiter deux types de sociétés, à savoir celles qui sont médiocres et celles qui sont performantes. Or ces dernières sont absorbées par les grands groupes. Ainsi, seul un nombre extraordinairement faible d'entreprises est en capacité de tirer profit des aides de l'Etat.

La thèse dominante, en ce moment, est de rejeter la faute sur les banquiers, lesquels ne proposeraient pas de financements aux entreprises. Cette idée, qui a convaincu beaucoup de personnes, a emporté le déploiement de nombre de politiques publiques (création de la Banque Publique d'Investissement par exemple). Or les sociétés françaises ne manquent absolument pas de financements longs. Elles sont même les plus « capitalisées » d'Europe. Elles sont surcapitalisées car elles n'investissent pas leurs profits. Aussi les accumulent-elles jusqu'à avoir des bilans très robustes.

En réalité, la proportion d'entrepreneurs capables de faire grandir une entreprise est très faible. Ils sont également incités, notamment au plan fiscal, à vendre leur société de manière précoce, avant qu'elle devienne une PME importante.

En conclusion, les hommes politiques ont une vision extraordinairement biaisée de la politique économique, se concentrant sur la défense des consommateurs. Toutefois, ils doivent composer avec des entreprises extrêmement décevantes et frileuses. Enfin, ils estiment que ces dernières rencontrent des problèmes de financement à long terme, ce qui est absolument faux pour la plupart d'entre elles. La source du problème, en effet, est avant tout d'ordre sociologique.

Jean-Charles NAIMI

Je vous remercie. Marc de Scitivaux, cette intervention de Patrick Artus suscite-t-elle une réaction de votre part?

Marc DE SCITIVAUX

Je parlerai plus de consommation que de consommateurs mais, comme Patrick, je suis également favorable au déploiement de politiques de l'offre.

Comme dirait le Père Ubu : « *Il faut que les travailleurs travaillent, que les entrepreneurs entreprennent et que les investisseurs investissent* ». Nos élites politiques doivent comprendre que l'addition de ces trois facteurs est un facteur de succès, comme le démontrent les pays qui réussissent.

Patrick ARTUS

Oui. 80 % des sociétés françaises ne se développent pas : c'est probablement le résultat de 40 ans de politiques en faveur de la consommation.

Si nous arrivions au gouvernement aujourd'hui, nous serions extrêmement ennuyés. En effet, la mondialisation, ce n'est pas uniquement les pays émergents. L'Espagne fabrique les mêmes biens que la France, avec un coût du travail inférieur au nôtre de 25 %. Il nous faut donc « monter en gamme » : si nous ne parvenons pas à le faire, notre modèle social disparaîtra, car nous ne serons pas capables de le financer. Enfin, très peu nombreuses sont nos entreprises qui sont en capacité de monter en gamme.

Jean-Charles NAIMI

Est-il judicieux dans ces conditions de se précipiter sur les PEA PME alors qu'en effet, les entreprises supposées bénéficier de la manne financière associée sont, selon vous, surcapitalisées.

Patrick ARTUS

Le problème de financement ne concerne que les startups. Si une partie de l'argent collecté via les PEA PME profite à ces dernières, cet outil est une bonne idée. A défaut, il ne sera d'aucune utilité pour l'économie française.

Enfin, la France compte 5 000 business angels, contre 50 000 au Royaume-Uni et 500 000 aux Etats-Unis. Ce décalage découle de contraintes fiscales et d'un manque de moyens de nos universités.

Marc DE SCITIVAUX

Les vainqueurs de la mondialisation sont ceux qui sont capables d'attirer, sur leur territoire, les cerveaux, qui imagineront l'industrie de l'avenir, et les capitaux, qui les financeront. Pour cela, il est indispensable de mener une politique allant à rebours de toutes celles qui ont été déployées au cours des 20 ou 30 dernières années.

Patrick ARTUS

En examinant un bilan, il ne faut pas regarder le rendement des fonds propres, mais le rendement du capital investi. Ce dernier s'établit à 4 % en moyenne dans l'industrie française. En Allemagne ou aux Etats-Unis, il s'élève à 10 %. Pourquoi un investisseur, en conséquence, se positionnerait-il en France ?

Malheureusement, nombreux sont ceux qui prétendent que le rendement du capital est extraordinairement élevé en France du fait du capitalisme financier. En cela, ils tiennent un discours totalement contraire à la réalité.

Jean-Charles NAIMI

Le gouvernement a récemment présenté son budget comme suit : « *Depuis 1,5 an, le gouvernement fait son devoir : redresser la France. Il y a des efforts, mais consentis en replaçant la justice au cœur de notre fiscalité. Nous avons engagé la modernisation de l'action publique. Aujourd'hui, ces efforts sont payants. La croissance repart. (...)*

Nous avons retrouvé notre souveraineté budgétaire, c'est-à-dire la liberté de faire les choix qui préparent l'avenir. Le déficit baisse à un rythme régulier qui nous permettra de redescendre sous la barre des 3 % fin 2015, d'inverser la courbe de la dette et de revenir à l'équilibre structurel d'ici la fin du quinquennat. Le redressement est en vue.

Nous allons réaliser en 2014 un effort d'économies sans précédent de 15 milliards d'euros (...). Nous présentons un budget avec des dépenses de l'État, hors charge de la dette et de pensions, en baisse de 1,5 milliard d'euros, ce qui est inédit sous la Ve République. (...)

La crise a été longue, éprouvante, surtout pour les plus fragiles, mais nous sommes en train d'en sortir. La France dispose de nombreux atouts, un modèle social dont nous sommes fiers et que nous voulons conforter, une démographie plus dynamique que celle de la plupart de nos partenaires. Notre économie peut aussi s'appuyer sur des entreprises de rang mondial dans de nombreux secteurs, possède une main-d'œuvre hautement qualifiée et très productive, ainsi que d'excellentes infrastructures ».

Le gouvernement, de fait, fait montre de beaucoup plus d'optimisme que vous. Qu'en pensez-vous ?

Patrick ARTUS

Les éléments macro-économiques susmentionnés sont exacts. Les hypothèses de croissance retenues, ainsi, sont raisonnables. Néanmoins, le véritable problème est celui de la micro-économie budgétaire, qui est contradictoire. Depuis deux ans, la fiscalité pesant sur les revenus du capital s'est fortement accrue. En parallèle, le gouvernement a la conviction que les entreprises connaissent un problème de financement à long terme, ce qui constitue une erreur majeure. La politique menée, ainsi, prépare une absence de croissance durant longtemps.

Cela étant, les investisseurs « moyens » ne se soucient que de macro-économie. Aussi la France bénéficie-t-elle de taux bas.

Marc DE SCITIVAUX

. La France pourra conserver des taux assez bas durant longtemps, tant qu'il y aura un excès d'épargne dans le monde. Et que nous serons sous le parapluie allemand. Mais tôt ou tard le Roi sera nu.

Vous savez l'Espagne, en 1630, était le pays le plus puissant du monde. Les grands d'Espagne ne savaient alors pas que trois siècles après leurs descendants seraient concierges rue de La Pompe.... J'ai le sentiment que la France s'inscrit dans ce mouvement de dégradation rampant.

Patrick ARTUS

Qui détient le pouvoir politique en France ? Ce dernier est entre les mains de Français de 45 ans et plus, qui représentent des Français qui ont des emplois protégés ou au sein de grandes entreprises.

Il y a trois ans, les plus de 50 ans sont devenus la classe d'âge majoritaire lors des élections. Les préretraités et les retraités attendent des rendements de capital élevé et détestent l'inflation. Les syndicats les représentent d'ailleurs assez bien.

Cette majorité politique de fait a décidé que les ajustements dont la France a besoin se feraient « sur le dos des jeunes », lesquels doivent composer avec des contrats de travail temporaires, n'ont pas accès à l'immobilier et aux crédits.

La démocratie a donc cette limite de donner le pouvoir aux plus vieux dans une économie vieillissante. D'ailleurs, la totalité du chômage est portée par les intérimaires et par les jeunes. Or il est indispensable de penser à la réintroduction de ces derniers dans le processus de décision politique ?

c) Vers un conflit générationnel

Jean-Charles NAIMI

Revenons à l'introduction sur les jeunes. Un conflit générationnel pourrait-il survenir ? Les jeunes rembourseront-ils la dette ? Le pourront-ils ? Ne trouveront-ils pas des moyens politiques leur permettant de ne pas le faire ?

Patrick ARTUS

Je suis persuadé que la dette publique ne pourra pas être remboursée. Si l'Etat tenait une comptabilité d'entreprise, c'est-à-dire s'il devait provisionner ses dépenses certaines, sa dette représenterait, à politique inchangée, 500 % du PIB. Quoi qu'il en soit, la France ne pourra pas rembourser sa dette. Elle devra donc recourir à l'inflation ou décider de ne pas l'honorer.

Enfin, 300 000 jeunes Espagnols ont quitté l'Espagne pour l'Allemagne l'année dernière. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe, mais une mauvaise nouvelle pour l'Espagne. En 2012 de la même manière, 260 restaurants grecs ont ouvert à Francfort, ce qui démontre l'ampleur de la mobilité du travail en Europe.

IV) Débats à la tribune

Jean-Charles NAIMI

Vous côtoyez, tous les deux les hommes politiques. Ces derniers ont-ils conscience de la situation ? Feignent-ils de l'ignorer ?

Marc DE SCITIVAUX

Je me pose cette question depuis longtemps. A mon sens, ils pensent, à tort, que la population française n'accepterait pas un discours courageux. Pour l'anecdote un Ministre que je connais me racontait qu'indiquant à Jacques Chirac, alors Président de la République, que la situation ne pourrait pas durer éternellement. Ce dernier lui avait répondu : « *Ne t'affole pas, le char de l'Etat est une sorte de gros 4x4 qui arrive à passer partout.* ».

Jean-Charles NAIMI

Vous faites donc vôtre cette phrase célèbre : « *Après nous, le déluge* ».

Patrick ARTUS

Il est assez frappant de constater que les hommes politiques les plus lucides n'arrivent jamais aux plus hautes responsabilités politiques. Le Parti Socialiste compte par exemple Didier Migaud dans ses rangs. Il s'est bien gardé de le nommer Premier Ministre et l'a désigné imprécateur public à la Cour des Comptes.

Jean-Charles NAIMI

La dette peut, semble-t-il, encore être supportée, puisque la France est encore perçue comme « vertueuse ».

Patrick ARTUS

La pression fiscale, au sein des pays nordiques, est aussi élevée qu'en France. Elle n'y produit toutefois pas les mêmes effets, puisque les recettes sont utilisées pour déployer des politiques favorables à l'emploi et à la croissance. Ainsi, ces pays engagent des investissements considérables pour réinsérer les chômeurs sur le marché du travail, avec une véritable formation professionnelle. De fait, il n'existe aucun lien entre le chômage et la pression fiscale. En France enfin, le système de formation professionnelle, catastrophique, coûte 31 milliards d'euros par an.

Jean-Charles NAIMI

Le MEDEF demande la réalisation de 100 milliards d'euros d'économie sur cinq ans. Où les trouver ?

Marc DE SCITIVAUX

A mon sens, le MEDEF fait référence aux prélèvements obligatoires. Le budget social est plus important que le budget de l'Etat et plus douloureux à réformer. C'est une grande erreur que de placer entre les mains de l'Etat la couverture des risques de la vie. En effet, seule la concurrence qui s'exerce entre des systèmes privés permet d'atteindre l'adéquation entre les ressources et les dépenses. Sinon la politique souhaitera toujours offrir des couvertures non financées.

A titre personnel, je suis profondément opposé à la Sécurité Sociale Publique. Au nom de quoi devrait-elle l'être ? Si les systèmes de retraite étaient totalement privatisés, croit-on que les régimes spéciaux existeraient encore.

Il faut séparer ce qui relève de l'assurance et ce qui relève de l'aide publique.

Patrick ARTUS

Je suis en total désaccord avec cette intervention. A titre d'exemple, le système de protection sociale suédois est largement aussi généreux que le nôtre. Entre 1992 et 2000, les dépenses publiques y ont décliné de 20 points de PIB. En effet, ce pays a transformé ses 35 ministères en 12 agences, qui doivent atteindre des objectifs et qui s'appuient sur des salariés de droit privé, qui n'ont pas droit à la sécurité de l'emploi. L'Administration suédoise, de ce fait, a connu un essor de 30 % de sa productivité.

Aujourd'hui en France, six ministres participent à toute réunion interministérielle, avec un cortège de conseillers, ce qui est ne va absolument pas dans le sens de la productivité.

Marc DE SCITIVAUX

Pour une réforme à la Suédoise il faudrait commencer par la disparition du statut de la fonction publique en France. Je ne vois pas le politique qui va proposer cela !

Enfin, la Suède, qui n'est pas dans l'Euro, a dévalué sa monnaie de 50 %, ce qui lui a permis d'atteindre une croissance de 3,5 % dans les années suivantes. C'est grâce à cela qu'elle a pu engager les réformes évoquées.

Jean-Charles NAIMI

L'un de vos confrères, François Lenglet, a récemment commis un ouvrage, appelé *La fin de la mondialisation*. Dans ce dernier, il décrit l'enlisement de l'OMC, considère que la mondialisation a creusé les inégalités et en appelle à un protectionnisme régulé, à l'image de ce que font les Etats-Unis. Il souligne également que les pays pauvres ont peu profité de la mondialisation et conclut en indiquant que la phase actuelle de la mondialisation touche à sa fin.

Patrick ARTUS

Cela résulte d'une incompréhension complète de la mondialisation, que partage d'ailleurs Arnaud Montebourg. Ces personnes n'ont à l'esprit que la mondialisation des années 70-80, avec le positionnement, sur le marché américain, de Honda. Dans un cas de cette nature, il est possible d'instaurer des quotas.

Aujourd'hui toutefois, la mondialisation se caractérise par une forme de saucissonnage des processus de production. Il est totalement impossible de stopper ce mouvement, qui résulte de décisions d'entreprises. Ainsi, 60 % du commerce mondial se fait au sein même des multinationales.

Il est impossible de stopper ce mouvement. Le protectionnisme n'est en aucun cas une réponse à la nouvelle mondialisation : il s'agit simplement d'être « au bon endroit » dans ce processus de saucissonnage.

Marc DE SCITIVAUX

Le livre de François Lenglet, est très franco-français. Le débat sur la mondialisation n'existe quasiment pas dans les pays développés et même dans les pays émergents. Outre l'impossibilité matérielle signalée par Patrick de revenir sur le Libre -change celui-ci a surtout une supériorité morale.

Un professeur, à l'Ecole des Mines a très bien résumé le débat il y a maintenant de nombreuses années. Je le cite de mémoire : « *Vous avez deux genres de monde. Vous avez le monde fermé, où il y a peu d'écart de richesse à l'intérieur d'un pays et d'énormes écarts de richesse entre les pays. Et vous avez le monde ouvert, qui a l'avantage de réduire les écarts entre les pays et l'inconvénient d'augmenter les écarts de richesse à l'intérieur des pays, car tôt ou tard, les salaires, fruits de la valeur ajoutée produite, s'égalisent dans le monde. Pour accéder à la richesse dans le monde fermé vous passez par les armes, dans le monde ouvert vous passez par le commerce.* ».

Il est totalement faux de prétendre que la mondialisation n'a fait aucun vainqueur. Est-ce si affreux de savoir que les gens qui travaillent s'enrichissent ? Je ne le crois pas.

V) Débat avec la salle

De la salle

Patrick ARTUS a projeté une courbe représentant les évolutions des exportations allemandes et françaises. Ces dernières sont totalement écartées entre 1999 et 2000. La mise en place de l'Euro n'a-t-elle pas profité à l'Allemagne ? La Suède, en n'ayant pas adopté l'Euro, a su atteindre un taux de croissance important. Ces éléments ne plaident-ils pas pour une sortie de l'Euro ?

Tout au long des débats, ont été évoqués les conflits qui pourraient opposer les générations, sans qu'il ne soit jamais fait état des problèmes de dépendance qui devraient survenir. Certains retraités perçoivent aujourd'hui des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Les retraités les plus riches, pour leur part, financeront eux-mêmes leur dépendance, sans rien attendre de la collectivité.

Patrick ARTUS

La France et l'Italie, entre le milieu des années 70 et le début des années 90, ont bien vécu en dévaluant leur monnaie par rapport au Mark. Ce mouvement peut s'apparenter à un appauvrissement, la valeur des patrimoines détenus étant, par rapport au Marck, en baisse. Il a toutefois favorisé la croissance, un commerce extérieur équilibré et le plein emploi.

La réunification allemande, dans les années 90, a mis l'Allemagne face à un problème de compétitivité. A cette époque, la France et l'Italie n'ont pas eu besoin de dévaluer leur

monnaie. Dans les années 2000 toutefois, l'Allemagne a repris sa marche en avant et a su, grâce à la montée en gamme de ses produits, résister à la concurrence des pays émergents.

Si l'Euro n'avait pas été mis en place, la France, aujourd'hui, dévaluerait sa monnaie. Elle ne peut toutefois pas le faire : aussi faut-il procéder à ce que les économistes appellent une dévaluation interne, laquelle repose sur l'amélioration de la compétitivité sans jouer sur le taux de change. C'est ce que l'Espagne vient de faire : cela lui permet de gagner des parts de marché.

Dans les années 90, la France a cru qu'elle n'aurait plus à dévaluer sa monnaie, simplement parce que l'Allemagne était en difficulté. Lorsque cette dernière a résolu ses difficultés, la France s'est de nouveau retrouvée face à un problème de compétitivité.

Enfin, il faut absolument tenir compte des inégalités entre les retraités. Malheureusement, certaines réformes font « buter » des retraités sur les minimums Vieillesse. Il est indispensable d'analyser cette situation, qui va poser, dans quelques années avec l'arrivée à la retraite de personnes n'ayant pas eu des carrières continues, des difficultés.

De la salle

Je vous trouve extrêmement indulgent avec la classe politique française. La situation des Etats-Unis est bien pire que la nôtre. Ce pays, toutefois, s'en sort grâce à sa monnaie.

Pour financer la protection sociale, la France emprunte à 0,2 ou 0,3 %, ce qui est très faible. Aux Etats-Unis, le taux des OAT a été multiplié par deux à *minima* : sous peu de temps en conséquence, ils pourraient atteindre les 4,5 %. La France serait alors incapable de financer la protection sociale et son budget.

Les propos de notre Ministre du Budget sont emplis de contrevérités invraisemblables. Dans les milieux autorisés, personne n'envisage la remontée des taux précitée. Il n'est pas possible de continuer indéfiniment à faire fonctionner la planche à billets : les Etats-Unis le font grâce à leur monnaie. Jusqu'à quand allons-nous choisir cette facilité d'emprunt ?

Jean-Charles NAIMI

Tant qu'il sera possible de se financer à bon marché, les problèmes seront a priori atténués, c'est ce qu'il ressort des débats.

Patrick ARTUS

Les banques centrales contrôlent les taux d'intérêt à long terme. Ces derniers ont progressé aux Etats-Unis, avec l'accord de la réserve fédérale.

Quoi qu'il en soit, les banques centrales font absolument ce qu'elles veulent des taux à court et long termes. Elles s'autorisent à financer les Etats. Quels sont les dangers induits par cette situation ?

Marc DE SCITIVAUX

La notion de planche à billets date de l'étalon or. La FED n'a fait que compenser la réduction de la masse monétaire induite par la raréfaction du crédit. Aujourd'hui, les banques ont retrouvé une capacité d'emprunts. Les ménages américains se sont désendettés au cours des trois dernières années.

Enfin, il n'existe aujourd'hui aucune bulle sur les actions. Quels pourraient être les impacts macroéconomiques du dégonflement d'une bulle obligataire ? Si la situation est bien gérée, ils ne seront pas aussi dramatiques que le dégonflement d'une bulle immobilière par exemple.

De la salle

Quel peut être le rôle de la zone Euro pour améliorer la situation actuelle ? Elle a conduit à des politiques de dévaluation interne, lesquelles ont suscité un chômage massif en Europe et une dépression de la demande. Est-il possible de bâtir une autre Europe, qui favoriserait la création de richesse par les entreprises ?

Patrick ARTUS

L'Europe Fédérale n'est pas en passe de voir le jour. Il convient donc de se donner des objectifs raisonnables. Il s'agit ainsi de dé-segmenter les marchés de capitaux en Europe. L'Euro, actuellement en effet, ne sert à rien. En effet, les banques d'un pays donné ne se financent qu'auprès des épargnants locaux.

Il est indispensable de réinsuffler suffisamment de confiance entre les secteurs bancaires des différents pays, pour que les Allemands, par exemple, acceptent de prêter leur épargne aux banques espagnoles et italiennes. Cela permettrait d'homogénéiser les taux d'intérêt entre les pays et de relancer la croissance. .

Au sein des pays du sud de l'Europe, plus personne ne peut s'endetter au regard de l'importance des taux d'intérêts, ce qui entrave fortement la croissance.

De la salle

La France est souvent présentée comme l'un des pays les plus attractifs pour les investisseurs étrangers, ce qui va à l'encontre de votre intervention. Quelles sont les causes de ces décalages ? Par ailleurs, vous considérez qu'il n'y a aucune issue autre que la dévaluation ou le maintien de l'Euro. A mon sens, il pourrait être envisagé d'instaurer un taux de change fixe mais ajustable, en fonction de critères négociés à l'avance. Dans les années 70, les dévaluations mises en œuvre corrigeaient un certain nombre de choses *a posteriori*.

Marc DE SCITIVAUX

Milton Friedmann, dans sa critique de l'Euro, considérait que pour compenser les écarts de productivité entre pays qui n'utilisent pas les modifications des taux de change il faut une baisse des salaires et avantages sociaux dans les pays les moins compétitifs et/ou des déplacements de populations. Ce qu'il jugeait impossible en Europe. Pour l'instant et, je dois l'avouer, à ma grande surprise, les populations grecques, espagnoles portugaises ont supporté les cures d'austérité qui leur furent imposées. De surcroît, des mouvements de population commencent à s'opérer.

Reste la France qui, protégé par les taux allemands a que très peu commencé sa cure. Serons-nous la malédiction de l'Europe. Ce n'est en tout cas pas une hypothèse à écarter.

Patrick ARTUS

L'histoire a démontré que le système que vous préconisez ne fonctionne pas, puisqu'il sera « cassé » par la spéculation. Les marchés financiers n'accepteront pas un taux de change fixe, mais ajustable en fonction de la situation. D'ailleurs, le système monétaire européen de 1992 avait explosé à cause de la spéculation.

Dès lors que des flux de capitaux spéculatifs entrent en jeu, seuls deux systèmes sont envisageables, à savoir l'union monétaire ou des taux de change totalement flexibles.

Document rédigé par la société Ubiquis – Tél : 01.44.14.15.16 – <http://www.ubiquis.fr> – infofrance@ubiquis.com